

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je parlais de façon générale et j'ai fait valoir que le transport et les approvisionnements en eau étaient des éléments importants pour ce qui est de l'expansion future de l'économie de l'Ouest. A l'heure actuelle, les services du gouvernement effectuent des travaux très fouillés visant à découvrir le moyen le plus efficace de répondre aux besoins de l'Ouest en matière de transport et d'approvisionnements en eau. Quand ces travaux seront achevés, nous pourrons alors donner au député les renseignements qu'il nous réclame aujourd'hui.

**M. Crosbie:** Encore des paroles trompeuses!

**M. Hargrave:** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Toujours au sujet de l'insuffisance des approvisionnements en eau, je voudrais savoir si le ministre a voulu faire allusion à la mise en place d'une politique à long terme d'aide d'urgence en cas de sécheresse, dont l'Ouest a grandement besoin ces jours-ci. Même si l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, organisation fort connue, étudie en ce moment la question, il lui faut des encouragements plus tangibles. S'agirait-il de cela, ou peut-être encore du défi que représentent les transferts des eaux des bassins septentrionaux aux bassins méridionaux dans l'ouest du Canada?

**M. MacEachen:** Je remercie le député de m'avoir précisé ses préoccupations. De toute évidence, il serait difficile d'envisager la mise sur pied de programmes d'approvisionnement en eau dans l'Ouest sans s'arrêter en même temps à la question de la sécheresse et de ses répercussions dans cette région; nos études porteront donc sur les deux questions à la fois.

\* \* \*

● (1450)

### LES CHEMINS DE FER

LE TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU—LES  
RECOMMANDATIONS DU RAPPORT HALL

**M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre):** Madame le Président, j'aimerais poser ma question au premier ministre. Elle a trait aux récentes déclarations sur l'appui accordé par les agriculteurs au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Comme la grande majorité des agriculteurs sont d'accord quant à la solution proposée au problème du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau par le juge en chef Emmett Hall dans son rapport sur la manutention et le transport des grains, voulant que le tarif réglementaire payé par les agriculteurs demeure et que le gouvernement négocie avec les compagnies de chemins de fer pour déterminer quelles recettes supplémentaires, s'il en est, ce service doit leur rapporter, le premier ministre peut-il nous dire s'il parle de ces mêmes recommandations quand il dit vouloir se rendre aux vœux des agriculteurs en ce qui a trait au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** J'aimerais bien avoir l'assurance illusoire du député quand il déclare savoir ce que les agriculteurs de l'Ouest veulent. J'ai rencontré...

### Questions orales

**Une voix:** Comme dans le cas de la constitution.

**M. Trudeau:** Je comprends.

**Une voix:** Je ne le croirais pas sur parole.

**M. Trudeau:** Je me suis entretenu avec les représentants d'un groupe il n'y a pas plus de deux semaines, ceux de la conférence des agriculteurs de l'Ouest et ils avançaient des arguments d'un autre ordre. Comme je l'ai déjà déclaré à la Chambre, nous voulons savoir avant tout si dans l'ensemble, les agriculteurs et les travailleurs des secteurs se rattachant à l'agriculture veulent que l'on modifie le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau; dans l'affirmative, nous essayerons ensuite de savoir s'ils peuvent arriver à s'entendre sur la nature du changement. Je ne crois pas que le député soit habilité à dire ce qu'ils veulent parce que, il ne l'ignore pas, le gouvernement de la Saskatchewan n'arrive pas à s'entendre avec ceux du Manitoba et de l'Alberta à ce sujet.

**M. Althouse:** Je sais que certains gouvernements provinciaux ne s'entendent, mais le premier ministre disait dans...

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Son sommeil.

**M. Althouse:** ... les réponses qu'il a données dans le cadre d'une émission de télévision dans l'Ouest s'adressaient à des gens qui représentaient l'opinion de la majorité des agriculteurs. Il y a plusieurs années, dans le cadre de son enquête, le juge Hall a dit quelle était l'opinion des agriculteurs. Si le rapport Hall n'est plus valable, si le rapport de la commission royale d'enquête que le premier ministre a créée lui-même ne suffit pas, quelle autorité absolue en la matière est-il disposé à croire?

**M. Trudeau:** Je n'insinue pas que ce rapport ne vaut rien. Je dis que divers groupes de l'Ouest ont des opinions différentes à ce sujet et j'ai dit sans ambages que le gouvernement voudrait régler la question d'une façon qui soit approuvée par le plus grand nombre possible de citoyens de l'Ouest.

\* \* \*

### LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LA FAÇON DE DIVULGUER LE BUDGET PRINCIPAL

**M. Bruce Lonsdale (Timiskaming):** Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil privé. A propos de ce qui est arrivé hier relativement au dépôt du budget principal des dépenses pour 1981-1982...

**Des voix:** Règlement!

**M. Lonsdale:** ... on a tenté de toute évidence de faire de l'obstruction, mais l'opposition n'aurait-elle pas voulu en toute connaissance de cause empêcher le dépôt du document? Je ne peux guère comprendre comment l'opposition peut se concerter pour agir sciemment de la sorte? Toutefois, je voudrais demander au président du Conseil privé, étant donné ce qui s'est passé hier, ce qu'il entend faire en vue de réviser la façon de procéder pour le huis-clos et si l'attitude irréfléchie de l'opposition met en danger la procédure normale et traditionnelle du préavis et de l'accès à l'information consenti aux journalistes.

**Des voix:** Bravo!